

Récents coups d'État dans les pays du Sahel : comment les États se positionnent-ils aujourd'hui face aux exigences de la démoc- ratie ?

3 juillet 2024

Public

[Hendrik Sexauer]

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de l'AFD, de ses partenaires ou financeurs.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

[Hendrik Sexauer] (3 juillet 2024), Récents coups d'État dans les pays du Sahel : comment les États se positionnent-ils aujourd'hui face aux exigences de la démocratie, Plateforme d'Analyse du Suivi et d'Apprentissage au Sahel, Production Pasas.

<https://pasas-minka.fr>

[Sahel]

[Coup d'Etat, démocratie, élection, activité militaire]

SOMMAIRE

1 - INTRODUCTION	4
2 - LES RÉCENTS COUPS D'ÉTAT ET LEUR ENVIRONNEMENT SÉCURITAIRE	4
3 - LES DÉVELOPPEMENTS ACTUELS CONCERNANT LES PÉRIODES DE TRANSITION	5
3.1 - BURKINA FASO	6
3.2 - MALI	7
3.3 - NIGER.....	8
4 - LES DÉFICITS DE BONNE GOUVERNANCE	9
5 - CONCLUSION	10
LES RÉFÉRENCES	12

1 - INTRODUCTION

Avec sept coups d'État militaires et quatre tentatives de coup d'État échouées depuis 2012, les institutions démocratiques dans les pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger) ont été sévèrement mises à l'épreuve. Les images de personnes célébrant la prise de pouvoir militaire au Niger en 2023, tout en brandissant des drapeaux russes, ont mis en évidence l'état préoccupant de la démocratie.¹ Parallèlement, un changement de pouvoir inconstitutionnel a eu lieu au Tchad suite à la mort du président Idriss Déby en 2021. La période de transition qui a suivi a progressivement rejeté les objectifs démocratiques et culminait avec l'élection du président intérimaire, le général Mahamat Déby, et la répression violente de manifestations. Ces développements au Tchad reflètent l'idée générale suivante : « Les coups d'État, presque par définition, sapent la règle constitutionnelle, enracinent la mauvaise gouvernance et créent des conditions qui compromettent les droits de l'homme et la liberté civique, y compris en encourageant de futurs coups d'État ».² La question demeure de savoir comment les dirigeants militaires actuellement au pouvoir au Burkina Faso, au Mali et au Niger abordent les questions de confiance dans les institutions politiques et comment ils envisagent le retour à une gouvernance démocratique.

À cette fin, l'analyse suivante réunit des données et des enquêtes, des rapports médiatiques et des expertises locales. Tout d'abord, un bref aperçu des coups d'État et de leurs contextes aidera à comprendre pourquoi ils ont pu réussir. Cela est suivi par l'analyse des transitions qui se concentre sur les développements et décisions actuels ainsi que sur une évaluation de leur « performance » en matière de bonne gouvernance. Et bien qu'il soit important de ne pas nier l'existence de contextes nationaux distincts, les régimes militaires dans la région du Sahel semblent suivre des chemins similaires : prolonger les périodes de transition tout en limitant les espaces d'expression pour l'opposition et les libertés démocratiques.

2 - LES RÉCENTS COUPS D'ÉTAT ET LEUR ENVIRONNEMENT SÉCURITAIRE

Déjà en 2012, le président malien, Amadou Toumani Touré, a été renversé par des forces militaires et, après une tentative de contre-coup d'État échouée la même année, Ibrahim Bouba-car Keïta a été élu président en 2013. En 2020, un putsch, dirigé par Assimi Goïta, installe Bah N'Daw comme président civil intérimaire, avant d'être remplacé par Goïta lors d'un autre putsch en mai 2021.

Au Burkina Faso, à la suite de manifestations, le président Blaise Compaoré a été renversé par l'armée en 2014. Après une tentative de contre-coup échouée, Roch Marc Christian Kaboré a été élu Président en 2015 mais destitué par les forces militaires en janvier 2022. Le président intérimaire Paul-Henri Sandaogo Damiba a ensuite été renversé par un deuxième coup d'État en septembre de la même année, qui a installé le capitaine Ibrahim Traoré au pouvoir.

Au Niger, après quatre coups d'État depuis l'indépendance, l'élection de 2020 a conduit à un changement de pouvoir constitutionnel. Mohamed Bazoum a pris la relève de Mahamadou Issoufou, qui avait exercé deux mandats présidentiels depuis 2011. Cependant, en 2023, des forces militaires dirigées par le général Abdourahamane Tchiani de la garde présidentielle ont destitué le président Bazoum et ont installé le "Conseil National pour la sauvegarde de la patrie" comme junte militaire au pouvoir.³

¹ (Balima 2023). See also: (Hassane 2024).

² (UNDP 2023: 3).

³ (Mo Ibrahim Foundation 2023: 6-7).

Au Tchad, un conseil militaire a nommé Mahamat Idriss Déby président intérimaire après l'assassinat du président Idriss Déby en 2021. Bien que ces actions violent la constitution tchadienne, elles n'ont été catégorisées comme un coup d'État ni par l'Union africaine, ni par la France, son alliée de longue date, ni non plus par l'UE, par exemple. Le gouvernement de transition a initié un plan de transition vers des élections qui ont eu lieu en 2024.⁴ Ainsi, le Tchad a non seulement vécu le processus de périodes de transition qui se produisent actuellement au Burkina Faso, au Mali et au Niger, mais il est le seul pays où cette transition s'est officiellement conclue par l'élection du président intérimaire Déby comme président.⁵

Pour comprendre la recrudescence des putschs militaires, le Programme de Développement des Nations Unies a identifié six facteurs clés, dont l'insécurité persistante et la fragilité de l'État, ainsi qu'une frustration générale envers les performances de l'État en matière de gouvernance, de croissance économique et de réponse aux demandes de systèmes inclusifs, démocratiques et légitimes.⁶ Alors que le Tchad est également affecté par les conflits dans les pays voisins – le Soudan et la République centrafricaine – les quatre pays font face à des graves risques sécuritaires au sein de leurs territoires ainsi que dans la région.⁷ Les groupes terroristes, principalement basés dans le nord du Mali, sont actifs dans toute la région. En particulier, la région frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, la région de Liptako-Gourma, a été centrale dans le trafic d'armes des rebelles et des extrémistes.⁸ En outre, le Tchad et le Niger doivent faire face aux risques posés par le groupe Boko Haram, basé au Nigeria. Et au nord, la Libye sert de refuge aux groupes criminels et extrémistes leur permettant d'étendre leurs activités et de renforcer leurs capacités.⁹ Dans cet environnement complexe de risques et d'insécurité, le terrorisme et les tensions intercommunautaires n'ont cessé de se répandre, sans que les gouvernements d'avant les coups d'État ne proposent de solutions valables à leurs populations.

Les faibles capacités institutionnelles ont été submergées par la situation sécuritaire ainsi que par les problèmes dans les domaines des soins de santé, de la sécurité alimentaire et de la faible productivité économique.¹⁰ Ce contexte d'insécurité régionale et de mauvaise gestion est devenu la base du consentement populaire aux prises de pouvoir inconstitutionnelles, avec l'idée que ces gouvernements puissent mieux répondre aux besoins sociétaux clés. Néanmoins, si l'objectif est de générer une légitimité stable, même à long terme, pour les systèmes établis par les régimes militaires, un retour aux constitutions est essentiel, dans la mesure où les périodes de transition sont par essence définies par leur terme: les élections démocratiques. Indépendamment du soutien supposé qu'ils ont reçu de la société.

3 - LES DÉVELOPPEMENTS ACTUELS CONCERNANT LES PÉRIODES DE TRANSITION

Même si le Tchad n'a pas connu de coup d'État militaire à proprement parler, les élections ont consolidé la prise de pouvoir inconstitutionnelle par l'actuel président Déby et le Conseil militaire. Comme l'indique Lewis Mudge, directeur pour l'Afrique centrale à Human Rights Watch, « la période précédant cette élection a été marquée par la violence », la transition a connu de la violence et des répressions à l'encontre de l'opposition et des demandes de retour au

⁴ (Ibid: 18).

⁵ (Human Rights Watch 2024).

⁶ (UNDP 2023: 15-16).

⁷ (Olivier 2024).

⁸ (Dakono and Thérroux-Bénoni 2019).

⁹ (Abba 2023).

¹⁰ (Van Ackern and Detges 2022).

régime civil.¹¹ Les dirigeants du Dialogue national, chargés de gérer le processus de transition, ont prolongé la transition de deux ans en 2022, nommé Mahamat Déby président intérimaire et lui ont permis de se présenter aux élections présidentielles.¹² Non seulement ils ont posé les principes du processus de transition, mais ils ont également pris ces décisions sans vote du Dialogue national lui-même. Les manifestations civiles ont éclaté mais ont été violemment réprimées par les forces de l'État, entraînant jusqu'à 128 décès et 518 blessés.¹³ Quelques mois seulement avant les élections, le politicien Yaya Dillo, un potentiel opposant à Déby, a été tué par les forces de l'État en février 2024, rappelant non seulement les violences signalées le jour de l'élection, mais aussi la « répression sanglante » de 2022.¹⁴ Les développements au Tchad pourraient donner des indications sur comment les transitions au Burkina Faso, au Mali ou au Niger pourraient se dérouler. Déjà, les plans initiaux de transition ont été modifiés ou rejetés. Contrairement aux plans initiaux, le Burkina Faso et le Mali ont reporté les élections prévues pour 2024 sans fixer de date précise, et le Niger n'a toujours pas de calendrier de transition concret.¹⁵ Parallèlement, les espaces de participation ou de contestation civiques et démocratiques sont sévèrement limités, créant un environnement d'autocensure et de prudence.¹⁶ Ces dynamiques seront précisées ci-dessous.

3.1 - Burkina Faso

Fin 2022, Afrobarometer a sondé les citoyens burkinabè sur leurs préoccupations.¹⁷ 40 % des répondants ont cité l'insécurité comme le problème le plus pertinent ; 12 % ont même exprimé des inquiétudes quant à une guerre civile dans le pays. Dans le même sondage, 66 % ont soutenu l'intervention militaire dans la direction du pays. Et bien que 55 % considéraient encore la démocratie comme la forme de gouvernance la plus préférable, 45 % reconnaissaient que certaines circonstances pourraient nécessiter un gouvernement non démocratique ou ne voyaient aucun impact pertinent sur leur vie quotidienne, quelle que soit la forme de gouvernement. Ce sondage a été réalisé lors du deuxième coup d'État de 2022 et reflète la situation précaire de la société à l'époque.

Cependant, comme la situation sécuritaire ne s'améliore pas, le gouvernement limite les principes démocratiques. Opposant son propre plan de transition, le régime militaire a prolongé son pouvoir anticonstitutionnel et reporté l'élection de 2024.¹⁸ Tandis que les autorités ne fournissent pas de conditions pour des discours politiques et démocratiques favorisant l'inclusivité, une feuille de route fiable vers les élections et la fin de la transition manque.¹⁹ Les partis politiques souffrent de la suspension des activités politiques et les mouvements de la société civile dénoncent les détentions arbitraires et les conscriptions répressives de ceux qui critiquent le régime, pour rejoindre les *Volontaires pour la Défense de la Patrie*.²⁰ En général, cette structure visant à utiliser des « auxiliaires civils » dans la lutte contre le terrorisme a été critiquée en raison d'une formation et d'un équipement insuffisants. Et tandis que les forces de l'État officiel ne sont pas suffisamment renforcées, la réintégration future de jusqu'à 90 000 civils armés reste floue et constitue donc un facteur potentiellement déstabilisateur pour la sécurité nationale.²¹ En outre,

¹¹ (Human Rights Watch 2024).

¹² (Lacher 2022).

¹³ (Tahingam 2023).

¹⁴ (Human Rights Watch 2023).

¹⁵ (Souaré and Toupane 2024).

¹⁶ (Toukara 2024).

¹⁷ (Afrobarometer 2024).

¹⁸ (Tull 2024).

¹⁹ (African Union 2024: 3).

²⁰ (Yeboah and Aikins 2024).

²¹ (Koné 2023).

les progrès lents dans la lutte contre la corruption et la mauvaise gestion économique remettent en question l'engagement des autorités de transition. Les restrictions sur les médias et le journalisme d'investigation, en particulier pour les agences internationales comme Radio France Internationale, Voice of America ou BBC, en témoignent.²²

En réaction, en avril 2024, le *Front pour la défense de la République civil* a été créé, pour exiger que le régime militaire s'abstienne des violations des libertés politiques et civiles. Le mouvement souligne son soutien aux forces de l'État combattant le terrorisme mais s'inquiète de la manière dont cette lutte repose sur « la division systématique des Burkinabés en deux catégories : les patriotes et les apatrides ».²³ Il est donc difficile de savoir dans quelle mesure la société soutient le régime militaire et ses mesures. La situation sécuritaire reste telle que la société a déjà approuvé des interventions anticonstitutionnelles dans le passé. Alors que le régime continue d'échouer à apporter des améliorations dans les domaines les plus urgents (par exemple la sécurité, la gouvernance économique, les services sociaux) et mine même l'unité nationale, il devient de plus en plus difficile de justifier de telles atteintes aux libertés civiles.

3.2 - Mali

Les dynamiques au Mali confirment ces observations. En 2022, l'approbation populaire des gouvernements non démocratiques a doublé par rapport à 2014. Un an après le deuxième putsch militaire et la prise de pouvoir par Goïta, seulement 39 % des Maliens considéraient la démocratie comme l'option la plus préférable de système politique ; huit sur dix soutenaient les militaires dans leur prise de pouvoir.²⁴ Et bien que le système de 2022 soit perçu comme un système démocratique profondément vicié (si tant est qu'il soit démocratique), 51 % s'attendent à ce que le Mali redevienne progressivement démocratique à long terme.²⁵ Néanmoins, les développements actuels s'opposent à une telle prévision.

En 2023, une nouvelle constitution a été adoptée avec près de 97 % de Oui. Elle a établi un système présidentiel avec une limite de deux mandats et devrait renforcer les pouvoirs parlementaires. Pourtant, les autorités militaires prévoient d'organiser uniquement des élections présidentielles. Les élections régionales et législatives doivent être menées par les prochaines autorités.²⁶ Cela prolonge encore la transition et remet en question les ambitions démocratiques du régime militaire. Surtout que l'élection présidentielle, initialement prévue pour février 2024, a été reportée indéfiniment : « Encore une fois, la junte a rompu un engagement qu'elle avait pris envers les citoyens maliens. »²⁷

Simultanément, les libertés pour les partis d'opposition et les médias de faire entendre leurs préoccupations sur la politique du régime diminuent et les espaces pour la participation civique restent limités.²⁸ Suspensions de partis politiques, menaces de mort et politiciens forcés de fuir le pays en sont le résultat.²⁹ De plus, le gouvernement a suspendu l'Accord d'Alger, le dialogue national destiné à médiatiser et réconcilier les autorités de l'État et les groupes armés séparatistes du Nord.³⁰ Ces décisions sapent les perspectives démocratiques de la période de

²² (Tasamba 2024).

²³ (CADTM 2024).

²⁴ (Traoré 2024: 2).

²⁵ (Traoré: 9-10).

²⁶ (UN Security Council 2024).

²⁷ (Africa Center for Strategic Studies 2024a).

²⁸ (African Union 2024: 4).

²⁹ En juillet 2024, les partis politiques ont été à nouveau autorisés. Toutefois, cela n'annule pas les déjà dynamiques observées.

³⁰ (Africa News 2024a).

transition et n'accroissent que les tensions communautaires au Mali. Par conséquent, l'objectif à long terme du régime militaire semble être sa propre consolidation.

3.3 - Niger

Au Niger, le *Conseil national pour la sauvegarde de la patrie*, désormais au pouvoir, a proposé une transition de trois ans sans délimiter ni un calendrier ni un programme. Comment le régime militaire prévoit de revenir à un gouvernement démocratique ou d'inclure des civils dans le partage du pouvoir, cela reste une question floue.³¹ Les consultations régionales sur la façon de structurer la transition n'ont été lancées que récemment.³² Comme identifié au Burkina Faso et au Mali, les décisions actuelles des autorités militaires pourraient limiter une véritable transition démocratique.

Comparé aux gouvernements précédents sous les présidents Issoufou et Bazoum, des détériorations substantielles en matière de sécurité et d'économie ainsi que de libertés démocratiques sont déjà visibles aujourd'hui. Cela inclut la répression de l'opposition, la nomination de militaires loyaux aux conseils municipaux et en tant que gouverneurs régionaux, ainsi que l'arrêt des programmes de déradicalisation et de désarmement.³³ En outre, la surveillance, l'intimidation et les détentions de journalistes ont créé un « climat de peur ».³⁴ Les restrictions sur les libertés civiles sont généralement justifiées pour des raisons de protection de la sécurité nationale, où la sécurité nationale devient interconnectée avec la sécurité du régime militaire lui-même.

En juin 2024, la cour suprême du Niger, établie par le régime militaire, a levé l'immunité de l'ancien président Bazoum, accusé de trahison et de financement du terrorisme. Bazoum est détenu à Niamey depuis le coup d'État de 2023. Par ces actions, le gouvernement actuel rejette les demandes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de libérer l'ancien président et ne montre aucune volonté de coopérer au niveau régional ou national sur les questions de l'État de droit.³⁵ Les tensions avec le Bénin illustrent également comment le régime militaire suit une « ligne ultra-souverainiste ». Alors que la frontière reste fermée, le commerce entre les pays est interrompu, tout comme le pipeline pour acheminer le pétrole nigérien vers le Bénin pour son exportation. Le Niger accepte à la fois des pertes financières pour des raisons prétendues de sécurité nationale car il accuse le Bénin d'héberger des militaires français avec l'ambition de déstabiliser le Niger.³⁶ Pourtant, le transfert de pouvoir pacifique et constitutionnel du Niger après l'élection de 2020 montre comment des trajectoires démocratiques et constitutionnelles restent possibles.

Ce transfert de pouvoir en particulier a conduit les pays occidentaux à considérer le Niger comme le dernier partenaire démocratique restant dans la région, ce qui n'a fait qu'augmenter le choc ressenti après le putsch de 2023.³⁷ Le coup d'État au Niger a eu des implications majeures pour la géopolitique et a renforcé celles existantes. Premièrement, pour les pays occidentaux comme la France, les États-Unis, l'Allemagne ou l'Italie, le Niger était essentiel pour des raisons militaires et stratégiques. Surtout en ce qui concerne la logistique et le transport de matériel après que le Mali ait arrêté sa coopération militaire. Le régime militaire a accéléré la réorientation régionale en cours vers la Russie en tant que nouveau partenaire de sécurité.³⁸ Deuxièmement, face la CEDEAO envisageant une intervention militaire pour rétablir la stabilité

³¹ (Abba 2023) and (Obiezu 2023).

³² (African Union 2024: 5).

³³ (Africa Center for Strategic Studies 2024b).

³⁴ (RSF 2024).

³⁵ (France24 2024).

³⁶ (Le Cam 2024).

³⁷ (Al Jazeera 2024).

³⁸ (Balima 2023).

politique, le Burkina Faso et le Mali se sont rangés du côté du nouveau gouvernement au Niger.³⁹ Avec la nouvelle Alliance des États du Sahel (AES), les régimes militaires ont établi une organisation alternative de coopération régionale en Afrique de l'Ouest. Bien que l'efficacité à long terme de l'AES reste à voir, à court terme, elle peut servir de plateforme pour présenter les gouvernements comme des acteurs responsables qui relèvent les défis régionaux de manière coordonnée.

4 - LES DÉFICITS DE BONNE GOUVERNANCE

Comme le dit Abdoul M. Abass, expert nigérien en radicalisation : « la question des élections ne semble pas une préoccupation des transitions au motif qu'il faut vaincre le terrorisme ».⁴⁰ Les régimes militaires fondent leur exercice du pouvoir sur une attente d'efficacité de la part des populations, qu'ils doivent démontrer pour maintenir leur propre légitimité. Pourtant, alors que la région du Sahel continue de faire face à « une crise sécuritaire sans précédent », cette performance est remise en question.⁴¹ De janvier à mars 2024, un total de 131 attaques ont été signalées au Mali, 72 au Burkina Faso et 19 au Niger. Les groupes djihadistes-terroristes les plus actifs dans la région restent la province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP), l'État islamique dans le Grand Sahara (ISGS), et Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin' (JNIM). Alors qu'ils continuent de combattre les forces militaires, les groupes extrémistes terroristes, ainsi que d'autres acteurs armés non étatiques, sont de plus en plus entraînés dans des rivalités internes violentes, sans l'implication directe des gouvernements.⁴² Cela implique que les forces étatiques continuent de perdre le contrôle de leurs propres territoires nationaux.

Le Norwegian Refugee Council fournit des données inquiétantes : au Burkina Faso, deux millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, deux millions de personnes sont « piégées » dans des villes à travers le pays, coupées du contrôle étatique. 8.400 personnes ont été tuées dans des conflits armés en 2023 seulement. 17,7 millions de personnes au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont besoin d'une assistance humanitaire. Et au Tchad, 2,9 millions de personnes vont être en situation d'insécurité alimentaire en 2024; notamment en raison de l'afflux de réfugiés soudanais, mettant à mal le manque structurel de services de base dans le pays. De plus, les putschs ont conduit des donateurs clés à suspendre l'aide au développement. Les tensions avec la CEDEAO ont entraîné des sanctions contre le Niger, qui aussi touché le soutien humanitaire, et l'expulsion de la mission de maintien de la paix de l'ONU du Mali a exacerbé les conflits entre les militaires et les groupes armés dans les régions du nord, augmentant le nombre de personnes déplacées à 340.000.⁴³

Il reste la question de comprendre comment les gouvernements ont répondu aux risques sécuritaires et dans quelle mesure ils sont équipés pour offrir un réel soulagement aux populations. Dans les villages burkinabés de Nondin et Soro, Human Rights Watch a constaté que l'armée avait tué au moins 223 civils, dont au moins 56 enfants le 25 février 2024. Des massacres commis dans le cadre d'opérations militaires contre des civils accusés de collaboration avec des groupes islamistes.⁴⁴ Human Rights Watch a également rapporté que les forces maliennes avaient « tué illégalement et exécuté sommairement plusieurs dizaines de civils lors d'opérations de contre-insurrection » avec le soutien russe.⁴⁵ De telles actions continuent de faire baisser la confiance dans les institutions politiques et peuvent même renforcer l'attrait des groupes

³⁹ (Mathur 2024).

⁴⁰ (Abass 2024).

⁴¹ (UN Security Council 2024).

⁴² (Eurafrica 2024).

⁴³ (Norwegian Refugee Council 2024).

⁴⁴ (Human Rights Watch 2024a).

⁴⁵ (Human Rights Watch 2024c).

radicaux. En conséquence, l'espoir initial placé dans les gouvernements militaires, pour assurer la sécurité que les gouvernements précédents n'ont pas pu garantir, est fortement remis en question.

En reliant les questions de sécurité à des systèmes économiques et de gouvernance faible, la région du Sahel est devenue une route clé pour le trafic de drogue (surtout cocaïne et cannabis). La région se trouve dans un « cercle vicieux » où le trafic profite des structures défaillantes de l'État de droit, fournit des ressources financières aux parties en conflit armé, qui à leur tour sapent l'État de droit. En particulier au Tchad, dans le nord du Mali et au Niger, différents groupes impliqués dans les conflits s'inscrivent dans différents réseaux de trafic qui canalisent des ressources financières pour de nouvelles armes.⁴⁶ Néanmoins, comme le montre l'exploitation illégale de bois par le JNIM au Mali, ces activités offrent des opportunités de revenus pour les communautés locales.⁴⁷ Ainsi, les activités économiques illégales et leur prolifération apparemment non poursuivie, ainsi que la corruption associée et le blanchiment d'argent basé sur le commerce, soulignent l'impression d'un État peu fiable et détaché des besoins de la population, et exposent également l'incapacité à créer des marchés du travail durables.

5 - CONCLUSION

Quelles perspectives donc pour la démocratie au Sahel central? En juin 2024, surtout des représentants de la jeune génération au Burkina Faso, exprimaient des frustrations avec le gouvernement militaire, reconnaissant le manque d'ambition pour un changement durable et la négligence de la démocratie électorale du côté du gouvernement militaire.⁴⁸ Alors que les régimes militaires échouent à trouver des solutions aux multiples problèmes et à la déstabilisation de la région, leur base initiale de légitimité risque de s'effriter. Par conséquent, nous devons supposer que non seulement le soutien sociétal diminuera progressivement, mais que les gouvernements auront recours à des mesures autoritaires pour compenser ces déficits de légitimité et de performance. Un processus déjà visible aujourd'hui et les événements violents au Tchad pourraient servir d'indication des développements futurs au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Il reste difficile d'évaluer dans quelle mesure l'échec à améliorer la sécurité et les perspectives économiques est maintenant attribué aux militaires.

De plus il est important d'identifier les décisions tolérant les violations des principes démocratiques. Les régimes équipent leurs systèmes pour réprimer l'opposition potentiellement croissante contre leur domination. Les restrictions sur les partis politiques, les médias et sur les plans fiables de transition soulignent ce point déjà. Les citoyens qui désapprouvent les régimes peuvent donc choisir de rester silencieux pour leur propre sécurité. À ce point, la décision au Mali de re-autoriser les activités politiques juillet 2024 ne change pas les observations présentées et nécessitera une observation consécutive des développements des libertés politiques. De plus, la situation sécuritaire précaire continue d'impacter les priorités des communautés locales, reléguant au second plan leurs préoccupations concernant l'état de la démocratie.

Pour les acteurs externes, ces observations appellent à une réévaluation des partenariats. Un dialogue continu avec les initiatives de la société civile peut aider à déterminer les domaines d'action potentiels. Mais une telle réévaluation nécessite une discussion plus large sur la mesure dans laquelle la coopération avec des régimes non démocratiques est viable. Les acteurs internationaux ayant des attentes normatives articulées, comme l'UE et ses États membres, doivent formuler une approche partagée et un cadre politique cohérent afin d'identifier les potentiels de coopération. Le fait que les régimes du Sahel semblent être sur la voie de renforcer l'autoritarisme ne rend pas ce processus plus facile, ni moins important. Pour y parvenir, deux

⁴⁶ (UNODC 2024: 27 & 32).

⁴⁷ (Ani 2024).

⁴⁸ See: (Africa News 2024b) and (Hassane 2024).

recommandations fondamentales sont adressées aux acteurs européens, notamment dans le contexte d'une Commission européenne nouvellement constituée:

1. Premièrement, une position commune doit être développée quant à la forme d'une présence militaire dans la région. Les décisions prises par des États individuels de maintenir leur présence militaire tandis que d'autres États terminent leur déploiement, doivent être coordonnées avant d'être communiquées au niveau public. Cela comprend également une évaluation conjointe des dynamiques régionales antidémocratiques et comment, malgré celles-ci, un engagement bilatéral peut être justifié dans certains cas.

2. Surtout, compte tenu de l'impact régional de la situation sécuritaire au Sahel et de l'AES, les États européens devraient élargir leur engagement avec les États du golfe de Guinée et les États de la CEDEAO. Une stratégie partagée devrait adresser les dynamiques de l'autocratisation ainsi que les demandes spécifiques de la région. Cela nécessite une plus grande participation des acteurs de la société civile dans les dialogues politiques ainsi qu'une sincérité européenne aux débats sur les sujets de décolonisation politique et économique, et sur l'inclusion renforcée des positions africaines dans les institutions internationales.

LES RÉFÉRENCES

- Abass, Abdoul M. 2024. Interviewed by Sexauer, Hendrik.
- Abba, Seidik. 2023. "Promoting Sustainable Security and Stability in the Sahel: What Is the Outlook for Niger in the Aftermath of the Military Coup?" FES-PSCC. URL: https://pscc.fes.de/fileadmin/user_upload/images/publications/2023/Policy-Paper-Niger-EN.pdf.
- Africa Center for Strategic Studies. 2024a. "Assessing Mali's Non-Transition." URL: <https://africacenter.org/spotlight/assessing-malis-non-transition/>.
- Africa Center for Strategic Studies. 2024b. "Niger Coup Reversing Hard-Earned Gains." URL: <https://africacenter.org/spotlight/niger-coup-reversing-hard-earned-gains/>.
- Africa News. 2024a. "Mali Announces Immediate Termination of Key Algerian Accord amidst Growing Tensions." URL: <https://www.africanews.com/2024/01/26/mali-announces-immediate-termination-of-key-algerian-accord-amidst-growing/>.
- Africa News. 2024b. "Young People in Burkina Faso Appear to Boycott Kemi Seba Meeting." URL: <https://www.africanews.com/2024/06/16/young-people-in-burkina-faso-appear-to-boycott-kemi-seba-meeting/>.
- African Union. 2024. "Communique of the 1212th Meeting of the PSC." URL: <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/communique-1212th-meeting-psc-held-20-may-2024-updated-briefing-political-transition-burkina-faso-gabon-guinea-mali-and-niger>.
- Afrobarometer. 2024. "Résumé Des Résultats Série 9 Au Burkina Faso 2022." URL: <https://www.afrobarometer.org/publication/resume-des-resultats-serie-9-au-burkina-faso-2022/>.
- Ani, Ndubuisi C. 2024. "JNIM Cuts a Path into Southern Mali." Enact Observer. URL: <https://enactafrica.org/enact-observer/jnim-cuts-a-path-into-southern-mali>.
- Balima, Boureima. 2023. "Huge Protests in Niger Call for French Forces to Leave after Coup." URL: <https://www.reuters.com/world/africa/huge-protests-niger-call-french-forces-leave-after-coup-2023-09-02/>.
- CADTM. 2024. "Des Voix Se Lèvent Pour Exiger La Libération Des Personnes Arbitrairement Enlevées." URL: <https://www.cadtm.org/Burkina-Faso-des-voix-se-levent-pour-exiger-la-liberation-des-personnes>.
- Dakono, Baba, and Lori-Anne Thérroux-Bénoni. 2019. "Are Terrorist Groups Stoking Local Conflicts in the Sahel?" ISS Africa. URL: <https://issafrica.org/iss-today/are-terrorist-groups-stoking-local-conflicts-in-the-sahel>.
- Eurafrica. 2024. "Sahel Monitoring March 2024." Eurafrika. URL: <https://eurafrika.info/2024/06/14/cep-kas-sahel-monitoring-march-2024-2/>.
- France24. 2024. "Au Niger, l'immunité de l'ex-Président Mohamed Bazoum Levée Par La Cour d'État." URL: <https://www.france24.com/fr/afrique/20240614-niger-l-immunit%C3%A9-de-l-ex-pr%C3%A9sident-mohamed-bazoum-lev%C3%A9-par-la-cour-d-%C3%A9tat>.
- Hassane, Moulaye. 2024. Interviewed by Sexauer, Hendrik.
- Human Rights Watch. 2024a. "Burkina Faso: Army Massacres 223 Villagers." URL: <https://www.hrw.org/news/2024/04/25/burkina-faso-army-massacres-223-villagers>.
- Human Rights Watch. 2024b. "Chad: Political Transition Ends with Déby's Election." URL: <https://www.hrw.org/news/2024/05/13/chad-political-transition-ends-debys-election>.

- Human Rights Watch. 2024c. "Mali: Army, Wagner Group Atrocities Against Civilians." URL: <https://www.hrw.org/news/2024/03/28/mali-army-wagner-group-atrocities-against-civilians>.
- Koné, Fahiraman R. 2023. "Risks of Burkina Faso's New Military Approach to Terrorism." ISS Africa. URL: <https://issafrica.org/iss-today/risks-of-burkina-fasos-new-military-approach-to-terrorism>.
- Lacher, Wolfram. 2022. "Chad's Crisis-Prone Transition." Megatrends Afrika. URL: <https://www.megatrends-afrika.de/en/publication/chads-crisis-prone-transition>.
- Le Cam, Morgane. 2024. "Frontière Fermée, Pétrole Bloqué : La Tension Monte Entre Le Niger et Le Bénin." URL: https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/06/10/frontiere-fermee-petrole-bloque-la-tension-monte-entre-le-niger-et-le-benin_6238463_3212.html#:~:text=Niger-,Fronti%C3%A8re%20ferm%C3%A9e%2C%20p%C3%A9trole%20bloqu%C3%A9%20%3A%20la%20tension%20monte%20entre%20le%20Niger,%C3%AAtre%20livr%C3%A9%20%20l'international.
- Mathur, Sahil. 2024. "A Test for West African Regionalism: Explaining ECOWAS Response to the Crisis in Niger." Centre for Democracy and Development. URL: <https://www.cddwestafrica.org/reports/a-test-for-west-african-regionalism-explaining-ecowas-response-to-the-crisis-in-niger/>.
- Mo Ibrahim Foundation. 2023. "A Coup Is Never a Solution." URL: <https://mo.ibrahim.foundation/news/2023/new-research-paper-a-coup-never-a-solution>.
- Norwegian Refugee Council. 2024. "The World's Most Neglected Displacement Crises in 2023." URL: <https://www.nrc.no/news/2024/june/once-again-burkina-faso-is-the-worlds-most-neglected-crisis/>.
- Obiezu, Timothy. 2023. "ECOWAS Tries Negotiations With Niger's Coup Leaders but Analysts Skeptical." Voice of America. URL: <https://www.voanews.com/a/ecowas-tries-negotiations-with-niger-s-coup-leaders-but-analysts-skeptical-/7398587.html>.
- Olivier, Mathieu. 2024. "Mahamat Idriss Déby Itno, Un Président Dans l'œil de Moscou." Jeune Afrique. URL: <https://www.jeuneafrique.com/1575032/politique/mahamat-idriss-deby-itno-un-president-dans-loeil-de-moscou/>.
- Picco, Enrica. 2023. "The Fallout in Chad from the Fighting in Darfur." URL: <https://www.crisisgroup.org/afrika/central-afrika/chad/fallout-chad-fighting-darfur>.
- RSF. 2024. "Newspaper Publisher's Arrest in Niger Sends New Alarm Signal on Press Freedom in Sahel." URL: <https://rsf.org/en/newspaper-publisher-s-arrest-niger-sends-new-alarm-signal-press-freedom-sahel>.
- Souaré, Issaka K., and Paulin M. Toupane. 2024. "Could Senegal Help Mediate Tensions between ECOWAS and AES States?" ISS Africa. URL: <https://issafrica.org/iss-today/could-senegal-help-mediate-tensions-between-ecowas-and-aes-states>.
- Tahingam, Pierre. 2023. "Jeudi Noir Au Tchad : Le Bilan de La CNDH Fait État de 128 Morts." Journal Du Tchad. URL: <https://journaldutchad.com/jeudi-noir-au-tchad-le-bilan-de-la-cndh-fait-etat-de-128-morts/>.
- Tasamba, James. 2024. "Burkina Faso Suspends Broadcasts of BBC Africa, VOA for Rights Report." AA. URL: <https://www.aa.com.tr/en/afrika/burkina-faso-suspends-broadcasts-of-bbc-africa-voa-for-rights-report/3203679#>.

- Timbuktu Institute. 2024. "Growing but Stifled Opposition." URL: <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/913-burkina-faso-growing-but-stifled-opposition>.
- Tounkara, Aly. 2024. Interviewed by Sexauer, Hendrik.
- Traoré, Ousmane Z. 2024. "Le Soutien à La Démocratie Au Mali Faiblit-Il En Faveur Des Alternatives Autocratiques ?" Afrobarometer. URL: <https://www.afrobarometer.org/publication/ad804-le-soutien-a-la-democratie-au-mali-faiblit-il-en-faveur-des-alternatives-autocratiques/>.
- UN Security Council. 2024. "Report of the Secretary-General on the Activities of the United Nations Office for West Africa and the Sahel." URL: <https://reliefweb.int/report/nigeria/report-secretary-general-activities-united-nations-office-west-africa-and-sahel-s20231075-enarruzh>.
- UNDP. 2023. "Soldiers and Citizens: Military Coups and the Need for Democratic Renewal in Africa." URL: <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-07/undp-africa-soldiers-citizens-2023-en.pdf>.
- UNODC. 2024. "Drug Trafficking in the Sahel." URL: <https://www.unodc.org/unodc/frontpage/2024/April/drug-trafficking-undermining-stability-and-development-in-sahel-region--says-new-report-from-unodc.html>.
- Van Ackern, Pia, and Adrien Detges. 2022. "Climate Change, Vulnerability and Security in the Sahel." Cascades. URL: <https://www.cascades.eu/publication/climate-change-vulnerability-and-security-in-the-sahel/>.
- Yeboah, Emmanuel, and Enoch R. Aikins. 2024. "Burkina Faso: Progress and Problems after Two Years of Transition." ISS Africa. URL: <https://issafrica.org/iss-today/burkina-faso-progress-and-problems-after-two-years-of-transition>.

PASAS

PLATEFORME D'ANALYSE,
DE SUIVI ET D'APPRENTISSAGE
AU SAHEL



PORTÉ PAR



pasas-minka.fr

Ce rapport a été élaboré dans le cadre d'un financement du Fonds Paix et Résilience Minka.

Le Fonds Minka, mis en œuvre par le groupe AFD, est la réponse opérationnelle de la France à l'enjeu de lutte contre la fragilisation des États et des sociétés. Lancé en 2017, Minka finance des projets dans des zones affectées par un conflit violent, avec un objectif : la consolidation de la paix. Il appuie ainsi quatre bassins de crise via quatre initiatives : l'Initiative Minka Sahel, l'Initiative Minka Lac Tchad, l'Initiative Minka RCA et l'Initiative Minka Moyen-Orient.

La Plateforme d'Analyse, de Suivi et d'Apprentissage au Sahel (PASAS) est financée par le Fonds Paix et Résilience Minka. Elle vise à éclairer les choix stratégiques et opérationnels des acteurs de développement locaux et internationaux, en lien avec les situations de crises et de fragilités au Sahel et dans le bassin du Lac Tchad. La PASAS se met en œuvre à travers d'un accord-cadre avec le groupement IRD-ICE après appel d'offres international dont le rôle est double : (i) produire des connaissances en réponse à nos enjeux opérationnels de consolidation de la paix au Sahel et (ii) valoriser ces connaissances à travers deux outils principaux : une plateforme numérique, accessible à l'externe, qui accueillera toutes les productions et des

conférences d'échange autour des résultats des études. La plateforme soutient ainsi la production et le partage de connaissances, en rassemblant des analyses robustes sur les contextes sahéliens et du pourtour du Lac Tchad.

Nous encourageons les lecteurs à reproduire les informations contenues dans les rapports PASAS pour leurs propres publications, tant qu'elles ne sont pas vendues à des fins commerciales. En tant que titulaire des droits d'auteur, le projet PASAS et l'IRD demande à être explicitement mentionné et à recevoir une copie de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs de créer un lien vers la ressource originale sur le site Web de PASAS, <https://pasas-minka.fr>.